

Les dirigeants socialistes chiliens font le point dans la clandestinité

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - (1974)

Heft 256

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1026323>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La gauche chilienne dans la résistance

La tragédie chilienne ne fait plus la « une » de la grande presse. Et pourtant l'étreinte de la junte ne s'est pas un instant desserrée autour du cou des démocrates chiliens.

Le manque d'informations précises, en particulier sur la naissance de la résistance chilienne, est tel que les appels au secours, que les pétitions diverses en faveur des réfugiés, semblent tomber dans le vide. Comme si la cause de l'Unité populaire, passée de mode journalistique, était définitivement perdue.

Il n'en est rien. Et la gauche chilienne peut encore servir d'exemple dans ses efforts inébranlables pour survivre à la terreur et reprendre le dessus sur les militaires, comme elle a pu susciter l'enthousiasme sous Allende.

Deux journalistes italiens, Danilo Baroncini et Paolo Piacentini, en administrent la preuve, qui ont, pour le compte de « L'Espresso » (6.1.1974), rencontré les dirigeants du Parti socialiste chilien dans la clandestinité au Chili.

DOCUMENT

Les dirigeants socialistes chiliens font le point dans la clandestinité

Les journalistes italiens ont rencontré à Santiago quelques dirigeants du Parti socialiste chilien en clandestinité. A des questions précises, ils répondent collégialement (nous traduisons le texte avec le plus de fidélité possible d'italien en français).

Question : On se demande beaucoup pourquoi la gauche chilienne n'a pas opposé plus de résistance au coup d'Etat.

Réponse : L'absence de cadres directeurs et le manque d'un plan stratégique unitaire ont été à l'origine de cette situation : les travailleurs n'ont pas eu assez d'armes à leur disposition, et eux seuls pouvaient s'opposer, comme troupe de choc, à l'armée et lutter à l'intérieur de l'armée.

Sur ce point, une thèse erronée (autant que répandue dans les milieux de l'Unité populaire) a fait croire qu'il existait une certaine division entre factions au sein des forces armées, et que cette division aurait pu fonctionner comme une alternative révolutionnaire en cas de conflit; on a

espéré que cela se produirait jusqu'au 11 septembre.

Tirant la conclusion des événements, les dirigeants du parti se sont vus forcés, pour éviter un plus grand massacre, d'ordonner à leurs propres militants et aux travailleurs un repli stratégique total.

Au moment du coup d'Etat

Question : Quelle était, au moment du coup d'Etat, la situation politique des partis constituant l'Unité populaire ?

Réponse : Tous étaient pleinement conscients de la nécessité de défendre et d'appuyer le gouvernement. C'était un point qui ne souffrait pas de discussion. Ils comprenaient qu'il fallait absolument maintenir l'unité des partis et empêcher la division des travailleurs.

De son côté, le Parti socialiste continuait à insister sur le fait que la voie chilienne de la légalité supposait que l'on règle tôt ou tard son compte au soulèvement armé de la bourgeoisie, sur le fait aussi que la voie chilienne aurait été durement affectée par les méthodes illégales de sabotage économique et la résistance civile mis en œuvre avec l'appui de la bourgeoisie et de l'impérialisme américain. Ces thèses furent successivement par-

tagées par le Mapu et la gauche chrétienne. Le Parti socialiste pensait cependant que l'Unité populaire et le gouvernement disposaient des appuis potentiels nécessaires, diagnostic encore confirmé, entre autres, par les résultats des élections de mars de la même année, pour affronter avec succès les forces de la bourgeoisie; à son avis, l'issue de l'affrontement dépendrait seulement de la réponse donnée à la question suivante : allait-on, ou non, organiser avec toute l'anticipation nécessaire ce pouvoir des masses et le transformer à temps en une force réelle ?

L'Unité populaire

Question : Quels étaient les rapports de force à l'intérieur de l'Unité populaire ?

Réponse : Existait une claire conscience que la survie du processus en cours devait passer par l'unité des partis de l'Unité populaire et avant tout à travers l'entente et l'unité d'action du Parti communiste et du Parti socialiste. Ce dernier a toujours fermement soutenu depuis le congrès de La Serena (janvier-février 1971), et même depuis les congrès de Linares (1965) et de Millan (1967) que le processus politique chilien devait inexorablement conduire à un durcissement de la lutte des classes et à un affrontement total et global entre les classes. Pour le Parti socialiste, un fait était clair depuis avril 1973 : étant donné la nature authentique et profonde de l'évolution politique chilienne, ne pouvait manquer de se révéler à brève échéance une alternative irréversible entre révolution et contre-révolution, entre le socialisme et le fascisme.

Combattre la droite

Question : Comment combattre l'action de la droite ?

Réponse : Le Parti socialiste a toujours soutenu que la survie de la voie chilienne devait passer par l'organisation des travailleurs et la constitution d'un pouvoir populaire; d'où ses thèses en

faveur de la participation des travailleurs aux « cordons industriels », aux « cordons communales » et aux « consejos campesinos », qui étaient les organes du pouvoir constitués par les travailleurs au cours des dernières années dans cette ligne. C'est seulement en mai 1973 qu'a été acquise l'unanimité, au sein de l'Unité populaire et du gouvernement, sur l'appui à donner au développement des organisations de pouvoir populaire.

L'Unité populaire aujourd'hui

Question : Quelles sont aujourd'hui les différentes positions à l'intérieur de l'Unité populaire ?

Réponse : Face à la grande tragédie qui s'est abattue sur le peuple chilien s'est confirmée après coup l'unité de toutes les forces de gauche, englobant aussi des mouvements qui ne faisaient pas partie de l'Unité populaire, par exemple le Mir.

Organiser la résistance

Question : De quelle manière le Parti socialiste chilien pense-t-il pouvoir organiser la résistance dans le pays ?

Réponse : Réorganiser le Parti socialiste, restructurer les organisations politiques et syndicales de façon à ce qu'elles parviennent à survivre aux conditions actuelles d'existence qui sont celles de la terreur nazie, donner des explications aux travailleurs qui demeurent encore dans les « haciendas », spécialement s'ils sont démo-chrétiens, sont des actions de résistance qui pourraient prélever à la chute future de la dictature, même par le moyen de la lutte armée. Fournir une explication politique face à l'inévitable généralisation du mécontentement est aussi une des formes de résistance possible. Comme l'est, encourager et organiser à l'intérieur la solidarité avec les victimes de la terreur et leurs familles (des dizaines de milliers) et avec les centaines de milliers de personnes qui ont été brutalement privées de travail et qui sont demeurées sans moyens de subsistance.

Comme l'est la dénonciation des crimes, des tortures et des humiliations.

(...)

Question : *Que faire aujourd'hui pour aider les démocrates chiliens ?*

Réponse : Il est nécessaire de dénoncer le régime de terreur instauré par la dictature chilienne. Il faut insister sur la dénonciation de la répression organisée qui va même jusqu'à la torture des enfants et des parents des détenus. Il est nécessaire de lancer une campagne pour sauver la vie des dirigeants du mouvement ouvrier et populaire chilien.

Il est nécessaire d'insister pour un départ immédiat du Chili de ceux qui sont réfugiés dans les ambassades, de ceux qui sont recherchés, et aussi pour que soient reçus en Italie un plus grand nombre de réfugiés chiliens et étrangers. Il faudrait encourager des actions concrètes de dénonciation, de la part des travailleurs italiens et du monde entier, de la dictature militaire terroriste instaurée au Chili, et qui reçoit l'appui des sociétés multinationales et de la CIA. Il faudrait promouvoir une campagne d'aide financière pour la survie du mouvement ouvrier chilien et de solidarité avec les familles des travailleurs abandonnés à elles-mêmes à la suite des boucheries en cours actuellement (entre 50 000 et 60 000 morts) et des licenciements en masse mis en œuvre par la junte (environ 300 000 ouvriers).

Il est important de faire savoir aux travailleurs du monde entier que le mouvement ouvrier et populaire chilien a subi une défaite, mais qu'il n'est pas décimé. La conscience et le moral révolutionnaire sont maintenus hauts, qui conduiront pour finir au triomphe de la cause prolétarienne, malgré la terreur et le fascisme, dans le sens où il a été amplement démontré que les problèmes des travailleurs ne trouveront pas de solution dans le cadre du capitalisme chilien. Ceci rend nécessaire l'unité des travailleurs du monde entier autour des travailleurs chiliens et un renforcement de l'internationalisme prolétarien.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Les visions de Pauwels

« La production du pétrole suit une marche rapidement ascendante depuis 1910. Elle est passée, de 31 millions de tonnes en 1906, à 180 millions en 1923 et à 197 millions de tonnes en 1933. (...) »

« L'industrie du pétrole, qui est devenue en peu d'années une des plus importantes du monde, est caractérisée par la courte durée de la plupart de ses gisements. Quelle que soit leur puissance, ils s'épuisent vite. (...) »

« Les avis des techniciens sont très partagés sur la date probable à laquelle les gisements mondiaux seront épuisés. Les experts officiels américains ont cru pouvoir prédire que le monde manquerait probablement de pétrole dans une trentaine d'années. »

J'extrai ces lignes de l'ouvrage d'Henri Decugis, juriste (!) français, « Le Destin des Races blanches », paru en 1935... Lequel écrivait encore :

« En tout état de cause, il paraît certain que le pétrole l'emportera de plus en plus sur le charbon pendant un assez grand nombre d'années encore. »

Concluant encore que si l'Europe occidentale ne parvenait pas, d'une part à assurer le renouvellement de ses élites en les recrutant *dans toutes les classes de la population*, et d'autre part en abattant les barrières nationales et en s'unissant, elle était condamnée à perdre son rang dans le monde et à sombrer dans l'anarchie... Quatre ans plus tard, la Seconde Guerre mondiale éclatait ! Faut-il se réjouir de voir que les prédictions pessimistes concernant l'épuisement des gisements dans les trente années suivantes se sont avérées fausses, du moins partiellement ? Ou faut-il déplorer de devoir constater que le cri d'alarme de Decugis n'a guère été entendu ? Il me semble que dans tous les cas, M. Pauwels, auteur de la « Lettre aux Gens heureux et qui ont bien raison de l'être » n'a pas très bonne mine aujourd'hui !

J. C.